

TUNISIE :

Le parti de Ben Ali domine le gouvernement de transition

Le Premier ministre tunisien, Mohamed Ghannouchi, a rendu publique, hier dans l'après-midi, la composante de son gouvernement «d'union nationale» qui devrait gérer la transition politique. Un gouvernement largement dominé par le RCD du président déchu Zine El Abidine Ben Ali !

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Le Rassemblement constitutionnel démocratique, qui écrasait la scène politique sous Ben Ali, s'en sort donc sans perte significative en gardant les postes-clés qui comptent, notamment dans l'organisation de toute élec-tion.

Outre le poste de Premier ministre (et du président par intérim), le RCD garde six por-tefeuilles ministériels des plus stratégiques, particulièrement les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères ainsi que celui qui a pris une nou-velle dimension depuis ven-dredi dernier, la Défense nationale. Avec les titulaires en plus, sous Ben Ali !

L'opposition sera, elle, réduite au rang de figurant, tout juste bonne à donner une justification à la dénomination «d'union nationale».

C'est ainsi que trois partis d'opposition s'y retrouvent représentés par un ministre chacun : Nejb Chedib, ministre du Développement

régional pour le Parti démoc-ratique progressiste, Ahmed Ibrahim, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour le mouvement la Renaissance, et Mustapha

Ben Djaffar, ministre de la Santé pour le Front démocra-tique pour le travail et les libertés. Ghannouchi suppli-me, par ailleurs, le redoutable ministère de la Communication affirmant que, «désormais, tous les médias sont libres».

De même que, dans la fou-lée de l'annonce de son équi-pe gouvernementale, il fait quelques gestes de bonne volonté en annonçant la libé-ration de tous les détenus d'opinion, la levée de l'inter-

diction qui frappait la Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme et «l'agrément de tout parti poli-tique qui le désire».

Est-ce suffisant pour « vendre sa marchandise » ? Le premier candidat annoncé pour la prochaine élection présidentielle en Tunisie, l'op-positant historique au régime, Moncef Marzougui, crie, déjà, dès l'annonce du nouveau gouvernement, à «l'arnaque».

«La Tunisie méritait beau-coup mieux : 90 morts, quatre

semaines de révolution réelle pour aboutir à quoi ? Un gou-vernement qui n'a d'union nationale que le nom, parce qu'en réalité, il est composé de membres du parti de la dic-tature. Je pense que le peuple tunisien ne va pas se laisser faire par cette espèce de mas-carade», a-t-il dénoncé, en effet, hier, sur une chaîne française. Une première réac-tion qui donne, d'ores et déjà, un aperçu de ce que sera la suite. Il faut rappeler qu'avant même l'annonce de la compo-

sante du nouvel exécutif, des manifestations ont eu lieu hier matin à Tunis et dans d'autres villes, réclamant tout simple-ment la non-participation du RCD au prochain gouverne-ment, voire même sa dissolu-tion. Jusqu'en début de soi-rée, hier, le calme semblait s'installer, en tout cas compa-rativement aux folles journées précédentes. Mais un calme précaire et que l'annonce de Ghannouchi pourrait remettre en cause.

K. A.

RCD ALGÉRIE :

«Organisons une chaîne de solidarité avec le peuple tunisien»

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) invite les Algériens à «organiser une chaîne de solidarité avec le peuple frère de Tunisie en collectant des produits alimentaires et des médicaments pour les acheminer vers la frontière algéro-tunisienne où ils seront convoyés, par des structures préparées à cet effet, vers les destinations les plus dépourvues».

Dans un communiqué rendu public hier, le parti de Saïd Sadi estime que «sou-lager les familles tuni-siennes des contraintes

ennemis de la liberté en Tunisie qui partagent avec les despotes d'Alger et d'ailleurs les mêmes intérêts et objectifs».

Car, pour le RCD, il y a comme une volonté des régimes voisins d'étouffer la révolution tunisienne.

«Face à cette révolution, lit-on dans le même commu-niqué, l'UMA, ce syndicat des chefs d'Etat, organise la riposte. A l'est comme à l'ouest, les régimes en place

quotidiennes qu'elles affrontent avec dignité et courage, c'est contribuer à réduire les risques de tension sur les-quels peuvent jouer les

mobilisent tous les moyens pour entretenir trouble et confusion autour de la «révolution du jasmin».

Le RCD précise même ses accusations : «Outre les soutiens politiques et logistiques accordés aux milices de l'ancien régime, Alger et Tripoli notamment, contribuent objectivement à maintenir la pression sur le peuple tunisien en tra-vaillant à perturber l'approvi-sionnement des marchés

qui commencent à manquer des produits de première nécessité.»

Des manœuvres que le Rassemblement qualifie «d'aussi indignes que vaines».

Pour preuve, «d'ores et déjà, le civisme et le patrio-tisme du peuple tunisien commencent à venir à bout de cette stratégie du pire qui fait croire que le change-ment, c'est le chaos».

K. A.

APRÈS LA CHUTE DE BEN ALI

Hanoune s'étonne du silence de l'Algérie

Les événements qui secouent la Tunisie n'ont suscité aucune réaction officielle en Algérie. Une position «peu confortable», de l'avis de Louisa Hanoune, qui s'étonne du silence officiel face à ce qui ne peut être traité comme «un simple fait divers».

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - La secrétaire générale du Parti des tra-vailleurs, qui sortait d'une réunion du bureau politique de sa formation, a longue-ment évoqué l'actualité tunisienne, se demandant pourquoi le gouvernement algérien n'a même pas réussi à trouver une formule bateau pour réagir à la fin du règne de Ben Ali.

Une chose est sûre : le PT est loin d'être indifférent à ce qui se passe dans le pays voisin. Hanoune parle d'une «révolte qui constitue une réponse des peuples refusant les politiques impérialistes» et considère que les Tunisiens ont mis fin à «un régime au service du FMI et de l'UE» tout en faus-sant les calculs des capitales occidentales

«cyniques et hypocrites» qui, après avoir utilisé Ben Ali, lui ont tourné le dos. La révo-lution tunisienne, dit Hanoune, ne devrait pas être dévoyée et le sens que lui a donné le peuple tunisien doit impérativement être respecté.

Peut-on pour autant trouver des simili-tudes entre ce qui s'y passe et les événe-ments qu'ont connus en début de mois cer-taines wilayas ? Non, répond catégorique le numéro un du PT.

«On ne peut aucunement comparer ce qui se passe en Tunisie avec la situation en Algérie», dit-elle, déplorant que l'immola-tion du jeune Bouazizi en Tunisie ait donné des idées à des jeunes Algériens. Mais, avertit-elle, la révolution ne se commande

pas, ne se décrète et ne peut être calquée sur un autre modèle, mais assure-t-elle, s'il devait y en avoir une, le PT sera à l'avant-garde. Rien, dit-elle, ne devrait justifier l'in-terdiction des manifestations en Algérie pour justement dénoncer le système de désertification que veulent imposer les grandes puissances et le monopole que veulent imposer les barons de l'agroalimen-taire.

D'ailleurs, Louisa Hanoune ne décolère pas au sujet des dernières mesures prises par le gouvernement après le mouvement de protestation. «La suppression des taxes sur l'huile et le sucre est tout simplement inacceptable. C'est la République au servi-ce des spéculateurs. Ces derniers viennent de bénéficier d'une véritable prime à la spé-culation», dit-elle, estimant que ce sont ces spéculateurs qui doivent être jugés et non pas les jeunes émeutiers, arrêtés récem-ment.

N. I.

LE CONSEILLER D'OBAMA À LA SÉCURITÉ À PROPOS DE LA TUNISIE :

«Les forces extrémistes ne doivent pas profiter d'une situation de violence»

Le conseiller principal du président Barack Obama pour la sécurité intérieure et la lutte anti-terroriste a affirmé, hier, que les Etats-Unis d'Amérique ne souhaitaient pas que des «forces extrémistes» puissent tirer profit de la situation de crise qui sévit actuellement en Tunisie.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir)- John Brennan a achevé, hier, une visite officielle de deux jours à Alger. Une visite placée sous le signe du «ren-forcement de la coopération sécuritaire» entre les deux pays. Mais les discussions que le conseiller principal du prési-dent Barack Obama pour la sécurité intérieure et la lutte antiterroriste a eues avec le président Bouteflika ont large-ment débordé sur les ques-tions

régionales. Principalement sur le dossier tunisien. «J'ai rencontré le président Bouteflika et je lui ai remis une lettre du président Obama, dans laquelle il exprime sa sincère gratitude pour son engagement à édifier de fortes relations entre nos deux nations. Nous avons évoqué les questions et les problèmes qui concernent la région, y compris les événements de Tunisie. Je rappelle que le pré-

sident Barack Obama a applaudi le courage et la volonté du peuple tunisien, et a exhorté toutes les parties à maintenir le calme et à éviter la violence. Nous serons prêts à apporter toute l'assistance au gouvernement tunisien pour tenir des élections justes et libres dans un futur proche. Elections qui représenteraient la véritable volonté et les véri-tables inspirations du peuple tunisien», a déclaré John Brennan lors d'une conférence de presse animée au siège de l'ambassade des Etats-Unis à Alger. L'administration améri-caine soutiendra-t-elle pour autant un président élu démoc-ratiquement en Tunisie ? «Nous ne sommes pas dans

des hypothèses d'école. L'administration américaine et le président Obama sont enga-gés à assister le peuple et le gouvernement tunisiens pour tenir des élections qui réelle-ment représentent les aspira-tions du peuple tunisien. Nous espérons également que la prochaine génération de diri-geants tunisiens sera en mesure d'assurer et de mener à bien les réformes politiques et économiques, réformes qui répondront aux besoins et aux aspirations du peuple.

Pour l'heure, le gouverne-ment des Etats-Unis estime qu'il faut éviter le cycle de la violence. Notre rôle est de pré-venir et d'éviter qu'il y ait un autre cycle de violence», a

répondu Brennan. Actuellement, les craintes des Etats-Unis ne semblent pas être politiques, mais plutôt d'ordre sécuritaire. «Nous ne voulons pas que des forces extrémistes puissent tirer avantage d'une situation de violence», a noté John Brennan. Le responsable amé-ricain, qui a accompli l'essen-tiel de sa carrière à la CIA, a réitéré l'engagement de son pays à «détruire Al-Qaïda».

Au Sahel, cette action doit être menée dans le cadre d'un «partenariat et d'une concerta-tion» entre les Etats de la sous-région et les pays occi-dentaux engagés dans la lutte contre le terrorisme. Et c'est en des termes très diplomatiques

que Brennan a répondu à une question sur la récente opéra-tion militaire menée par un commando français au Niger. «Nous menons un partenariat très actif avec le gouverne-ment français. Il est de la res-ponsabilité des pays du Sahel de protéger ses ressortissants comme il est du devoir du gou-vernement français de proté-ger les siens.» Le conseiller principal du président Barack Obama pour la sécurité inté-rieure et la lutte antiterroriste se fera plus explicite en préci-sant que cette protection devait se dérouler dans le cadre d'un «partenariat» et non pas à travers des «inter-ventions».

T. H.